DÉCLARATION SUR L’HONNEUR   
POUR PERSONNE PHYSIQUE

La déclaration est à remplir de manière électronique et à soumettre à la CSSF soit en version papier portant une signature manuscrite, soit sous forme électronique portant une signature électronique qualifiée au sens du règlement (UE) n° 910/2014 authentifiant le déclarant lui-même et l’engageant personnellement quant à l’intégralité du contenu de la présente déclaration sur l’honneur.

Tous les champs doivent être complétés, le cas échéant, par la mention « non applicable », « n-a » ou « néant ».

La CSSF traite les données à caractère personnel fournies dans le cadre de ce formulaire conformément au RGPD (Règlement (UE) 2016/679) comme détaillé dans sa [politique de protection des données](https://www.cssf.lu/fr/conditions-generales-dutilisation-et-protection-des-donnees/) publiée sur le site internet de la CSSF [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu).

# Identification de la personne soussignée

|  |
| --- |
| **Nom du soussigné (tel que figurant sur la carte d’identité ou passeport)** |
| Insérer texte. |
| **Prénom(s) du soussigné (tel(s) que figurant sur la carte d’identité ou passeport)** |
| Insérer texte. |
| **Adresse professionnelle** |
| Insérer texte. |
| **Adresse courriel professionnelle**  Insérer texte. |
| **Numéro de téléphone professionnel**  Insérer texte. |
| **Domicile et numéro de téléphone privés** |
| Insérer texte. |
| **Pays de résidence au cours des cinq dernières années (si différent de l’adresse ci-dessus)** |
| Insérer texte. |
| **Date et lieu de naissance** |
| Insérer texte. |
| **Numéro de carte d’identité ou de passeport** |
| Insérer texte. |
| **Nationalité(s) du soussigné (indiquer toutes les nationalités que possède le soussigné)** |
| Insérer texte. |
| **Numéro de matricule de la sécurité sociale** |
| Insérer texte. |

# Autres informations

|  |
| --- |
| Le soussigné agit-il en qualité de :  candidat à la profession de l’audit ; ou  réviseur d’entreprises ; ou  prestataire ressortissant d’un autre Etat membre par la voie de la libre prestation de services ; ou  membre de l’organe d’administration ou de direction d’un cabinet de révision ; ou  actionnaire et/ou bénéficiaire effectif d’un cabinet de révision. |
| Le soussigné fait-il actuellement l’objet de poursuites judiciaires ? (dans l’affirmative, prière de contacter la CSSF)  Oui  Non |

**Je soussigné(e)\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, déclare sur mon honneur :**

1. ne pas avoir fait l’objet ou ne pas actuellement faire l’objet d’une procédure de faillite, d’insolvabilité, de moratoire, de gestion contrôlée, de sursis de paiement, de liquidation judiciaire, de réorganisation ou toute autre procédure similaire affectant généralement les droits des créanciers ;
2. ne pas avoir été ou ne pas être actuellement administrateur, dirigeant ou directeur ou ne pas avoir une autre fonction dirigeante ou une influence significative dans une société, une personne morale ou une autre entité juridique qui a fait l’objet ou qui fait l’objet d’une procédure de faillite, d’insolvabilité, de moratoire, de gestion contrôlée, de sursis de paiement, de liquidation judiciaire, de réorganisation ou toute autre procédure similaire affectant généralement les droits des créanciers, ou qui a eu ou qui a actuellement une influence significative sur une société faisant l’objet de telles procédures ;
3. ne pas avoir été ou ne pas être actuellement administrateur, dirigeant ou directeur ou ne pas avoir une autre fonction dirigeante ou une influence significative dans une société ou une autre entité juridique qui a fait ou fait actuellement l’objet d’une procédure ou sanction pénale ;
4. n’avoir jamais eu d’antécédent pénal (par exemple amende ou autre sanction pénale) concernant mon activité, ne pas avoir été visé par une enquête pénale ou une procédure pénale, un mandat d’arrêt, une procédure de remise entre États, ne pas avoir fait l’objet d’une détention préventive, d’une mesure d’emprisonnement, d’une amende pénale ou d’une autre sanction pénale et ne pas avoir fait l’objet d’une procédure de nature civile[[1]](#footnote-1) ou administrative concernant mon activité et ne pas avoir fait l’objet de mesures disciplinaires concernant mon activité (y inclus la disqualification en tant qu’administrateur d’une société ou dans le contexte d’une faillite, d’une procédure d’insolvabilité ou de mesures similaires) ou ne pas faire actuellement l’objet d’enquêtes, de procédures ou mesures décrites ci-dessus ;
5. ne pas avoir fait l’objet ou actuellement faire l’objet d’enquêtes, de procédures d’exécution ou de sanctions par une autorité de surveillance[[2]](#footnote-2) (y compris la CSSF) ;
6. ne pas avoir été ou ne pas être actuellement administrateur, dirigeant ou actionnaire dans une entité qui a fait ou qui fait actuellement l’objet d’enquêtes, de procédures d’exécution ou de sanctions par une autorité de surveillance (y compris la CSSF) ;
7. ne pas avoir subi de refus ou de retrait d'enregistrement, d'autorisation, d’adhésion ou de licence pour exercer une activité, un commerce ou une profession, ne pas avoir fait l’objet d’un retrait, d’une révocation ou d’une résiliation d’enregistrement, d’autorisation, d’adhésion ou de licence, ne pas avoir fait l’objet d’une mesure de renvoi par un organe réglementaire ou administratif ;
8. ne pas avoir été licencié d’un emploi ou d’une position de confiance, d’une relation contractuelle fiduciaire ou d’une situation similaire et ne pas avoir été encouragé à démissionner d’un emploi dans une telle position (p. ex. pour grave manquement présumé à des obligations contractuelles) ;
9. avoir déjà fait l'objet d'une évaluation de mon honorabilité professionnelle par une autorité de supervision de la profession de l’audit

|  |
| --- |
| Insérer texte. |

(indiquer le nom de l'autorité de supervision en question ainsi que la fonction visée par l’évaluation et annexer une preuve du résultat de cette évaluation, si applicable) ;

1. avoir déjà fait l'objet d'une évaluation par une autorité relevant du secteur financier ou une autre autorité ne relevant pas du secteur financier

|  |
| --- |
| Insérer texte. |

(indiquer le nom de l’autorité en question et annexer une preuve du résultat de cette évaluation, si applicable) ;

1. être couvert par une police d’assurance couvrant tous les risques découlant de mon activité (seulement applicable si le soussigné agit en tant que personne physique) ;
2. avoir soumis les extraits de casiers judiciaires émis par les autorités compétentes de chacun des pays de résidence au cours des cinq dernières années avant la signature de la présente, ou, le cas échéant, qu’aucun casier judiciaire ne peut être délivré  pour les pays de résidence des cinq dernières années listés ci-après :

|  |
| --- |
| Insérer texte. |

(indiquer le(s) pays concerné(s) ainsi que les justifications ou le refus invoqués par les autorités compétentes de ce(s) pays de délivrer un extrait de casier judiciaire) ;

1. avoir transmis ou transmettre à la CSSF des documents qui contiennent des informations complètes, sincères, exactes et à jour à la date de la soumission à la CSSF ;
2. avoir soumis ou soumettre à la CSSF des copies de documents qui sont en tous points conformes et identiques aux originaux.

Remarques ou explications éventuelles du soussigné (sur les points ci-dessus, notamment si un des points ne peut pas être confirmé par le soussigné).

|  |
| --- |
| Insérer texte. |

**En signant la présente déclaration sur l’honneur, le soussigné s’engage à informer la CSSF sans délai au cas où des éléments sur lesquels porte la présente déclaration se trouveraient modifiés à l’avenir.**

**Le soussigné reconnaît qu’au cas où la présente déclaration sur l’honneur serait ou deviendrait inexacte, des procédures administratives non contentieuses en matière d’honorabilité seraient susceptibles d’être ouvertes à son encontre.**

**En signant la présente déclaration sur l’honneur, le soussigné s’engage personnellement à agir vis-à-vis de la CSSF de manière ouverte et loyale, et à lui transmettre activement et de manière appropriée toute information dont la CSSF peut raisonnablement attendre qu’elle lui soit communiquée pour les besoins de sa surveillance.**

**Le soussigné reconnaît avoir personnellement signé la présente déclaration sur l’honneur, quelle que soit la forme de la signature apposée ci-après (i.e. manuscrite ou électronique) et être personnellement responsable de l’intégralité du contenu de la présente.**

|  |
| --- |
| Au cas où la présente déclaration sur l’honneur n’est pas la première déclaration soumise à la CSSF, le soussigné indique la date de la précédente déclaration. |
| Indiquer date. |
| **Lieu de la signature** |
| Insérer texte. |
| **Date de la signature** |
| Indiquer date. |
| **Signature** |

1. Toute action civile dirigée personnellement contre le/la soussigné(e) (p.ex. dommages et intérêts ayant trait à l’exercice de la profession). [↑](#footnote-ref-1)
2. Cette information est aussi à fournir si un recours est encore possible ou si un recours a été introduit. [↑](#footnote-ref-2)